

~~BARA~~

Bureau d'Analyse et de Recherche Amateur

écrit par MATTHIEU GERBAULT

ÉTATS-UNIS : UNE « NOUVELLE ÈRE » DE VIOLENCE POLITIQUE ?

publié le 7 novembre 2025



LES PROPOS TENUS ICI N'ENGAGENT QUE LEURS AUTEURS.
BARA NE VEUT EN AUCUN CAS CORROBORER OU INFIRMER LES PROPOS DE CES DERNIERS.

Table des matières

Table des matières	2
Résumé :	2
Une histoire de violences politique aux États-Unis souvent mal comprise	3
Culture des armes à feu unique au monde	4
Une polarisation croissante et dangereuse	5
Montée de la violence depuis le premier mandat de Donald Trump	7
Affaiblissement de l'État de droit	8
La désinhibition du discours républicain	9
Charlie Kirk : un martyr ?	11
Réaction de l'administration Trump	11
Réactions de la droite conservatrice et extrême en Europe	12

Résumé :

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a plongé les Etats-Unis dans une nouvelle ère d'instabilité politique. Entre culture des armes à feu, l'exacerbation des clivages partisans et nouvelle « post-vérité » l'Etat de droit tel qu'envisagé par les Pères fondateurs est mis à mal, comme l'illustre la récente mort de Charlie Kirk.

Les États-Unis semblent actuellement traverser une période difficile de leur histoire politique. La polarisation du débat politique, l'effritement de l'état de droit sous l'administration de Donald Trump ou encore le recul du droit des femmes et des minorités sont autant de facteurs qui creusent le fossé entre Républicains et Démocrates¹. La mort récente (et particulièrement graphique) de la figure politique républicaine Charlie Kirk en est une énième illustration. Outre la violence, Républicains et Démocrates ont débattu pendant des jours sur la manière dont la société devait traiter cet événement : était-ce la mort d'un « martyr » du Parti républicain qui prônait le débat et la confrontation d'idées ? Était-ce le « retour de bâton mérité » pour un homme qui prônait un ultranationalisme exacerbé, l'interdiction de l'avortement et le grand remplacement ? Peu importe pour quel bord on semble pencher, le fait est que la mort de Kirk révèle la fracture profonde en train de s'opérer au sein de la société civile américaine.

Cet article, après avoir passé en revue l'histoire politique des États-Unis sous l'angle de la violence, souligne la montée de la violence politique en particulier depuis le premier mandat de Donald Trump en 2016. Enfin, il détaille les raisons pour lesquelles Charlie Kirk a été élevé en martyr politique par le Parti Républicain et ses relais européens.

Une histoire de violences politique aux États-Unis souvent mal comprise

De nombreux commentateurs ont avancé que la mort de M. Kirk est un « tournant » ou pour le moins quelque chose d'inhabituel, sous-entendant que les États-Unis sont un état où les différends politiques se règlent habituellement avec le débat et le dialogue. S'il est vrai que la démocratie américaine est la plus vieille du monde, une lecture attentive de l'histoire des États-Unis révèle un profond attachement à certaines valeurs étrangères à l'Europe telles que la possession et le port d'armes à feu. S'ajoute à cela une polarisation croissante de la société américaine sur des sujets majeurs tels que le droit à l'avortement ou les questions migratoires. Or ces deux dynamiques alimentent une spirale infernale qui porte un risque majeur pour l'ordre public et à la tranquillité du débat démocratique si elle continue sur sa trajectoire actuelle.

¹ Gilli Ludivine, Viala-Gaudefroy Jérôme et Minet Alexandre. « Les États-Unis sous l'administration Trump II : l'État de droit remis en cause ». Fondation Jean-Jaurès, 2025. Colloque rediffusé sur YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=i_znC0KYfJk&t=3s&ab_channel=FondationJean-Jaur%C3%A8s. Consulté en ligne le 13/09/2025.

Culture des armes à feu unique au monde

Les États-Unis sont uniques à bien des égards. Mais ce qui attire souvent l'attention des médias et provoque l'incompréhension du reste du monde occidental reste cet attachement farouche au droit de posséder et de stocker des armes à feu. Ce droit des citoyens américains se définit par le deuxième article de la Constitution telle qu'écrite par les Pères fondateurs en 1776. Comme les dix premiers articles du texte, aucune modification ne leur a été apportée depuis plus de deux siècles. Les armes à feu font donc partie du quotidien des Américains que ce soit à travers leur possession, les passe-temps qui en découlent (chasse, tir sportif) ou les tragédies qu'elles permettent. Pour rappel, les USA comptent 370 millions d'armes en circulation, soit 40% des armes civiles du monde.² Mais malgré cette masse d'armes en circulation, 58% des Américains affirment soutenir une régulation accrue de la vente et de la circulation des armes à feu en 2023. Au passage, ce chiffre augmente à chaque nouvelle fusillade de masse. Comment alors expliquer un tel immobilisme législatif sur la question ? La réponse tient en trois mots : *National Rifle Association*. La N.R.A., un des lobbys les plus puissants des États-Unis, milite en effet pour un assouplissement de la législation (tant au niveau fédéral que des États) concernant les armes à feu. Fondée en 1876, elle reste modérée pour la plus grande part de son histoire.³ C'est dans les années 1970 qu'elle opère un virage conservateur et s'arc-boute sur le second amendement. Cette organisation a deux objectifs principaux. D'abord, elle entretient le roman national américain et le tourne à son avantage. Par exemple, elle défend rigoureusement (par le biais de financement de médias ou par la publicité) la pratique de la chasse. Les Américains soutenant la NRA et le second amendement sont nostalgiques de leurs ancêtres qui ont survécu grâce à leur maîtrise de la nature, ce qui inclut la chasse au fusil. C'est notamment pour entretenir cette nostalgie que la NRA publie un magazine intitulé *The American Hunter* depuis 1973. Ensuite, posséder des armes à feu sert à se protéger. Cet argument est indissociable du droit inaliénable à la propriété terrienne, défendue bec et ongles par les milieux conservateurs américains. Dans la suite logique de l'argumentaire, l'arme à feu sert à défendre sa propriété (dans l'imaginaire classique, le *ranch*) de toute menace extérieure : animaux dangereux, inconnus mal intentionnés, etc. Le deuxième objectif de la N.R.A. est d'influencer le plus possible le milieu politique pour faire pencher les législateurs de leur côté. Pour ce faire, elle dispose d'un

² Montès Christian, Nédélec Pascale. *Atlas des États-Unis. Un colosse aux pieds d'argile*. Editions Autrement, Paris, 2024.

³ Kaspi, André. *La nation armée. Les armes au cœur de la culture américaine*. Editions de l'Observatoire, Paris, 2019.

budget de 350 millions de dollars, principalement alimenté par les cotisations de ses membres et des donations de plusieurs groupes industriels de l'armement tels que Smith & Wesson, Beretta et Midway USA.⁴ Avec ces fonds, la NRA influence le cours des élections législatives et présidentielles, ainsi que sur tous les votes touchant de près ou de loin les armes à feu. Cette influence s'étend jusqu'à la Maison Blanche, Donald Trump ayant souvent été aperçu aux sommets annuels du lobby.⁵ Mais plus que de simples propos, la NRA a obtenu de très nombreuses concessions de la part du gouvernement fédéral sous les administrations de Trump : légalisation des mitrailleuses, coupes budgétaires à hauteur d'un milliard au programme de soutien psychologique des enfants victimes de fusillades de masse, annulation de beaucoup de mandats exécutifs de l'ère Biden, etc.^{6,7} La multiplication dramatique des fusillades de masse (surtout dans les écoles) ne parvient pas à entamer la cote de popularité des armes à feu ni à contrer l'influence tentaculaire de la NRA sur le pouvoir politique. Mais c'est la polarisation croissante de la société américaine, couplée à la place centrale occupée par les armes à feu, qui mettent en danger les Américains.

Une polarisation croissante et dangereuse

Des enjeux comme le droit à l'avortement, le contrôle des armes à feu et les questions migratoires exacerbent les tensions inter-Partisanes, Particulièrement depuis la réélection de Donald Trump en novembre 2024. Cette polarisation mène à une paralysie de la vie démocratique, les institutions n'étant pas capables (ni conçues pour) dépasser ces clivages devenus structurels. De surcroît, le fonctionnement de certaines institutions majeures comme la Cour suprême permettent aux forces politiques au pouvoir d'orienter les décisions juridiques sur le très long terme (les juges étant nommés à vie). On l'observe aujourd'hui avec un net virement à droite des juges constituant la Cour suprême, résultat de différentes nominations durant le premier mandat de Donald Trump.

Mais le président Trump s'est également distingué par la manière dont il a redessiné le paysage médiatique américain. Entre fake news, déclarations choquantes et mensonges

⁴ Le Monde.
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/08/12/pourquoi-le-lobby-des-armes-est-il-si-puissant-aux-États-Unis_4981862_4355770.html

⁵ <https://www.lefigaro.fr/international/donald-trump-en-defenseur-des-armes-a-feu-au-congres-annuel-de-leur-puisant-lobby-20240518>, consulté en ligne le 10/10/2025.

⁶ <https://giffords.org/analysis/tracking-trumps-disastrous-record-on-guns/> (consulté en ligne le 10/10) ;

⁷ <https://apnews.com/article/school-mental-health-grants-trump-biden-dei-00bec2d96371f023ac56fe3f32f3e92f> (consulté en ligne le 10/10)

flagrants, il a fait entrer les États-Unis dans une nouvelle ère. Durant ses mandats, Donald Trump n'a cessé de discréditer les médias traditionnels, trop « wokes » et « libéraux » à son goût. L'Amérique semble alors être entrée dans une ère de « post-vérité », comme définie par des « circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles ».⁸ Cela lui permet, entre autres, de mener l'opinion publique américaine où il veut, sur les thématiques qu'il veut, en mettant en avant certains événements tout en occultant d'autres. Parallèlement, les sources d'informations amateurs et Partisanes gagnent en reconnaissance et en portée, notamment sur les réseaux sociaux. Par exemple, de nombreuses personnalités utilisent le réseau X (anciennement Twitter) pour partager et diffuser leurs opinions qu'ils présentent comme des informations objectives et vérifiées à leur communauté. Le Président Trump, qui a connu quelques déboires avec la plateforme, notamment un bannissement temporaire de son compte personnel entre janvier 2021 et novembre 2022, préfère faire passer ses messages par son propre réseau social Truth Social, lancé en février 2022. Sur celui-ci, il poste plusieurs fois par jour pour annoncer des décisions officielles, partager ses sauts d'humeur ou divertir simplement ses électeurs. De prime abord, une communication « sans filtres » entre un président et ses électeurs peut sembler une bonne chose, cela le devient vite lorsque cette absence de filtres ou de retenue devient dangereuse. Cette plateforme permet au Président des États-Unis de diffuser ses opinions sans qu'elles soient relues ou corrigées (voir retenues d'être publiées) par quiconque. C'est une grave atteinte à la sérénité du débat public et démocratique, les faits n'étant plus la base commune de discussion. Cela se reflète d'ailleurs dans l'opinion publique américaine : un sondage Associated Press/ NORC de l'Université de Chicago datant de septembre 2024 révèle que 57% des Américains estiment que les déclarations de Donald Trump ne sont « rarement » ou « jamais » basées sur des faits.⁹ Il est alors extrêmement inquiétant, pour la sérénité et la stabilité du débat public, que la plus haute figure politique et militaire de la première puissance mondiale ne soit pas digne de confiance.

Alors oui, les armes à feu sont une constante du paysage culturel et idéologique américain souvent incomprise par les autres pays. Ces armes sont la raison d'un nombre croissant de tueries de masse ou d'assassinats ciblés, sans que cela influence une quelconque

⁸ Gil Delannoi. «De l'utilité de la notion de post-vérité». Le débat , 2017, 197 (5), pp.4-12. (10.3917/deba.197.0004). (hal-03773639)

⁹ Blake, Aaron. « The staggering reach of Trump's misinformation – not just on Haitian migrants ». The Washington Post, publié le 16 septembre 2024. Consulté en ligne le 12/10/2025 : <https://www.washingtonpost.com/politics/2024/09/16/staggering-reach-trumps-misinformation-not-just-haitian-migrants/>. Au passage, si vous avez un peu de temps, n'hésitez pas à consulter la [page Wikipédia dédiée aux fausses déclarations de Trump](#), qui contient à ce jour plus de 800 notes de bas de page.

refonte du système d'acquisition et de circulation des armes, du fait d'efforts intenses et prolongés de lobbys. Oui, la sérénité du débat public américain est profondément troublée par le changement du paysage médiatique opéré par Trump sous son premier mandat, avantageant les messages courts et non-vérifiés sur les réseaux sociaux plutôt que les enquêtes journalistiques de qualité. Alors que la première tendance est unique au pays de l'Oncle Sam, la seconde s'observe un peu partout, de quoi relativiser sa gravité fondée. Le réel danger émane du vacillement des institutions face à des dynamiques nouvelles, incapables de s'adapter assez rapidement pour y faire face.

Montée de la violence depuis le premier mandat de Donald Trump

La violence, bien que décrite comme inhérente à la société américaine par certains auteurs¹⁰, est en proie à un regain phénoménal depuis 2016. Cette date marque en effet la première installation de Donald Trump à la Maison Blanche, entraînant avec lui des idées et des valeurs bien particulières. Depuis 2016, les violences, qu'elles soient policières, raciales ou politiques, n'ont cessé de monopoliser les unes des médias. Ces violences atteignent aujourd'hui des sommets macabres, avec l'assassinat d'une parlementaire du Minnesota et de son mari en juin 2024, deux tentatives d'assassinat par balle visant Trump et la mort de Charlie Kirk en septembre dernier. De ces événements tragiques, deux trajectoires sous-jacentes peuvent être mises en lumière : l'affaiblissement de l'État de droit ainsi que la désinhibition du discours républicain.

Affaiblissement de l'État de droit

L'État de droit américain tient debout depuis plus de deux cents ans. Il a survécu aux crises politiques multiples ayant ébranlé le pays, de la guerre de Sécession au Watergate. Mais depuis peu, il craque et s'effrite à la suite des attaques répétées dont il est la cible. Rien ne sert de s'attarder sur une longue liste d'exemples lorsqu'un seul suffit : l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021. Ce jour marque l'assaut du Parlement par des dizaines de membres de différents groupes radicaux dans un contexte de contestation des résultats de l'élection américaine de

¹⁰ Valsania, Maurizio. « Yes, this is who we are : America's 250-year history of political violence ». The Conversation, publié le 12 septembre 2025. Consulté en ligne le 12/10/2025 : <https://theconversation.com/yes-this-is-who-we-are-americas-250-year-history-of-political-violence-265171>.

2020 par Donald Trump. Alors que le 117^{ème} Congrès se réunit pour achever le processus électoral (et la victoire de Joe Biden), Trump assène que l'élection lui aurait été « volée », révoltant ses Partisans les plus radicaux. Ces derniers décident alors de prendre d'assaut les bâtiments du complexe du Capitole tandis que les Sénateurs et les députés de la Chambre des représentants sont évacués et mis en sécurité. Au fur et à mesure des événements, Trump passe d'un franc soutien aux émeutiers à une timide réprimande, les encourageant à « rentrer chez eux en paix ».¹¹ Mais les événements du 6 janvier 2021 n'illustrent pas nécessairement une faillite de l'état de droit en tant que tel, même s'ils soulignent la polarisation politique et la montée de la violence aux États-Unis. La faillite véritable de l'état de droit s'illustre lorsque les principaux responsables ainsi que les participants à ces événements ont reçu la grâce présidentielle de Donald Trump lors du premier jour de son second mandat. Parmi ces individus, de nombreux responsables du mouvement d'extrême droite *Oath Keepers* fondé en 2009, qui prône entre autres l'indépendance des citoyens face au gouvernement fédéral et la primauté de la Constitution américaine. Ils sont notamment connus pour avoir participé aux événements de Bundy Ranch en 2014, lorsqu'ils ont directement menacé de tirer sur des agents fédéraux pour protéger un agriculteur en litige avec l'administration fédérale.¹² Au total, ce sont plus de 1600 individus qui furent graciés par ordre exécutif de Donald Trump, mettant fin selon lui à « une injustice nationale grave ».^{13,14} Ce pardon présidentiel, bien que dans les prérogatives de la fonction de Président des États-Unis, porte une grave atteinte à l'État de droit du fait de l'immunité de fait apportée aux soutiens du Président, peu importe la gravité des faits. Ce pardon résonne comme un encouragement pour les groupes d'extrême droite, comprenant que désormais peu importe leurs méfaits, ils seront couverts par le président. On retrouve cette dynamique aujourd'hui avec le déploiement massif de la *U.S. Immigration and Customs Enforcement* dit ICE, à qui a été donné l'objectif d'identifier, intercepter et renvoyer les migrants dans leur pays d'origine. Cette force paramilitaire opère avec des méthodes opaques ou pour le moins discutables sur le plan légal, ses agents avançant

¹¹ United States House of Representatives. « Trial memorandum of the United States House of Representatives in the impeachment trial of President Donald J. Trump ». Published February 8th, 2021.

¹² Mike Levine. « How a standoff in Nevada years ago set the militia movement on a crash course with the US capitol ». ABC News, publié le 5 janvier 2022. Consulté en ligne le 13 octobre 2025 : <https://abcnews.go.com/US/standoff-nevada-years-ago-set-militia-movement-crash/story?id=82051940>.

¹³ Choi Annette, Leeds Matthews Alex, Cohen Marshall. « Trump gave broad clemency to all Jan. 6 rioters. See their cases in 3 charts ». CNN, publié le 26 janvier 2025. Consulté en ligne le 13 octobre 2025 : <https://edition.cnn.com/2025/01/26/politics/january-6-rioters-charges-convictions-dg>.

¹⁴ The White House. « GRANTING PARDONS AND COMMUTATION OF SENTENCES FOR CERTAIN OFFENSES RELATING TO THE EVENTS AT OR NEAR THE UNITED STATES CAPITOL ON JANUARY 6, 2021 ». Publié en ligne le 20 janvier 2025, consulté en ligne le 13 octobre 2025 : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/granting-pardons-and-commutation-of-sentences-for-certain-offenses-relating-to-the-events-at-or-near-the-united-states-capitol-on-january-6-2021/>.

masqués dans des véhicules banalisés, sans porter d'insigne. Mais l'affaiblissement de l'état de droit s'illustre aussi à l'étranger, dans la manière dont le président Trump conduit la politique étrangère de son pays. Du fait de son expérience dans le monde des affaires et de l'immobilier, Donald Trump a une vision transactionnelle des relations internationales : il n'existe aucun allié et aucun ennemi (sauf certains ennemis idéologiques précis comme la Chine ou l'Iran), seulement des partenaires avec qui il convient de trouver les meilleurs termes pour conclure des *deals*, obtenant ainsi les « meilleurs termes » pour les États-Unis. On a pu observer cette approche des relations internationales avec la mise en place de tarifs douaniers dès le début de son second mandat. Tous alors cherchent à « séduire » le président, en lui promettant des investissements massifs aux États-Unis contre une baisse des tarifs à l'entrée, ou alors en lui offrant des cadeaux à titre personnel. C'est ce qui a été observé en mai dernier, lorsque le Qatar a offert un Boeing 747 flambant neuf d'une valeur de quatre cents millions de dollars pour remplacer l'actuel modèle qui sert d'*Air Force One*.¹⁵ Bien qu'il clame le contraire, cette transaction est une évidente ingérence de la part du Qatar, qui souhaite développer une relation privilégiée avec Washington. On assiste donc, tant à l'échelle nationale qu'internationale, à un effritement de l'état de droit et de la séparation des pouvoirs aux États-Unis du fait de décisions présidentielles controversées et contraires à l'esprit de la Constitution américaine.

La désinhibition du discours républicain

Le discours du Parti Républicain s'est grandement radicalisé ces dernières années, notamment depuis la fin du premier mandat de Donald Trump. Mais son second mandat interroge les milieux académiques et politiques : jusqu'où peut aller le pouvoir exécutif ? Quid du contre-pouvoir du Parlement ? Face à ces questions, le Parti Républicain reste visiblement muet. Certains intellectuels, comme le professeur de science politique à l'Université du Michigan Robert Mickey décrivent l'actuel *Great Old Party* comme un « mélange délicat entre nationalisme identitaire et libertarianisme ».¹⁶ Selon lui, le Parti Républicain n'a pas réussi à repousser les extrémistes qui évoluent en son sein, mettant à mal la démocratie américaine. Enfin, tout cela est conforté par un Parti Démocrate vidé de sa

¹⁵ Blackburn Gavin. « Washington accepte un avion à 400 millions de dollars du Qatar pour l'usage de Donald Trump ». EuroNews, publié le 21 mai 2025. Consulté en ligne le 13 octobre 2025 : <https://fr.euronews.com/2025/05/21/washington-accepte-un-avion-a-400-000-millions-de-dollars-du-qatar-pour-l-usage-de-donald-t>.

¹⁶ Robert Mickey. « How did we get here ? pt. 2 ». Center for Political Studies, University of Michigan. Publié en ligne le 10 mars 2025, consulté le 28 octobre 2025 : <https://cpsblog.isr.umich.edu/?p=3411>.

substance, incapable, même lorsqu'il est au pouvoir, d'empêcher durablement la progression du Parti Républicain. Les discours des figures du Parti Républicain n'ont donc aucun frein légal ou politique, leur permettant d'utiliser des arguments et des termes pour le moins discutables, sinon mensongers. On observe à merveille la désinhibition du discours républicain à travers le prisme de l'assassinat de Charlie Kirk. Lors de l'enterrement XXL de Kirk, Trump a souligné la responsabilité de la « gauche radicale » dans la montée de la violence aux États-Unis, malgré le fait qu'une étude statistique récente démontre que l'extrême-droite est responsable de plus de la moitié des attaques terroristes à caractère politique depuis 2020.¹⁷ Plus qu'une pression accrue sur la gauche, ce sont de nouveaux éléments de langage qui sont créés par l'administration Trump, véritable novlangue du régime. Par exemple, les adversaires politiques du mouvement MAGA sont considérés comme « ennemis du peuple ». Ce nouveau discours s'inscrit dans un terrorisme stochastique, c'est-à-dire une communication de masse qui a pour objectif d'inciter des acteurs individuels à commettre des actes de violence de manière aléatoire et imprévisible. Mais contrairement à l'incitation à la haine ou au terrorisme, le terrorisme stochastique utilise un langage codé ou vague, ce qui rend difficile toute condamnation par la justice. Ce nouveau discours est d'autant plus dangereux qu'il n'émane plus seulement des plateformes acquises au mouvement MAGA mais des institutions officielles comme la Maison Blanche ou des ministères fédéraux.

L'affaiblissement évident de l'État de droit, combiné à un discours républicain violent et ciblé, se sont particulièrement illustrés lors de la mort de Charlie Kirk début septembre.

Charlie Kirk : un martyr ?

L'assassinat de Charlie Kirk est le premier événement de portée nationale qui permet à Donald Trump de dénoncer les « débordements » de la gauche, selon lui responsable de l'attaque. La mort du jeune homme a été instrumentalisée sans remords par Donald Trump et sa classe politique, utilisant son image de père de famille catholique et d'homme « ouvert au débat » pour accuser leurs ennemis politiques. Plus étonnant encore, l'émotion et la colère ont traversé l'Atlantique pour rejoindre l'Europe, où des dizaines de figures d'extrême-droite se sont émues de la mort d'un personnage inconnu du public européen. On observe alors

¹⁷ Tristan Gaudiaut. « Le terrorisme à motivation politique aux États-Unis ». Publié le 16 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://fr.statista.com/infographie/35141/nombre-de-meurtres-actes-terroristes-motivation-politique-au-États-Unis-selon-ideologie/>.

qu'au-delà d'une instrumentalisation de la mort de Kirk par le Parti Républicain, l'extrême-droite européenne illustre son vide doctrinal en s'accaparant des sujets totalement inconnus par son électorat.

Réaction de l'administration Trump

Par le passé, les présidents des États-Unis assuraient vouloir réunir la nation « sous un même toit », pressant les Américains d'être unis face aux différentes menaces pesant sur le pays.¹⁸ Mais suite à la mort de Charlie Kirk et aux divisions politiques qu'elle met en exergue, Donald Trump adopte une approche radicalement opposée. Sur le plateau de l'émission « Fox & Friends » diffusée sur la chaîne d'information Fox News, il est interrogé sur l'unité vacillante du pays, et des éventuelles solutions qu'il pourrait apporter. Mais Trump prend alors les journalistes à contre-pied en assurant que l'unité des États-Unis est loin d'être son objectif et qu'il « s'en fiche complètement ».¹⁹ Mais au-delà de la personne de Trump, c'est toute son administration qui va se servir de la mort de Kirk comme marchepied idéologique, floutant une fois de plus la frontière entre public et privé. De son assassinat jusqu'à son enterrement, c'est toute la machine Républicaine qui se met en branle. Par exemple, de nombreuses figures républicaines comme le vice-président J.D. Vance, le secrétaire d'État Marco Rubio, le secrétaire à la Santé Robert Kennedy Jr. et bien-sûr Donald Trump ont prononcé des discours lors de l'enterrement en grande pompe de Kirk. Nombre d'entre eux ont défini l'influenceur comme martyr pour différentes causes, allant de la liberté de la nation (selon Trump) à la religion chrétienne (selon Vance).²⁰ J.D. Vance a également été aperçu en train d'aider à transporter le cercueil de Charlie Kirk pour le placer à bord d'*Air Force Two*, l'avion personnel mandaté pour le vice-président des États-Unis.²¹ Cette communication publique massive faite par des membres officiels du gouvernement pour, rappelons-le, un simple membre de la société civile (idéologiquement proche du président certes), laisse songeur quant à la séparation des pouvoirs en place et à la stabilité des institutions. Un autre

¹⁸ Associated Press. « Unity Has Long Been A Theme, And Anxiety, For New Presidents ». KERA News, publié le 16 janvier 2021, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.keranews.org/news/2021-01-16/unity-has-long-been-a-theme-and-anxiety-for-new-presidents>.

¹⁹ David E. Sanger. « Trump Downplays Violence on the Right and Says the Left Is the Problem ». The New York Times, publié le 12 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.nytimes.com/2025/09/12/us/politics/trump-charlie-kirk-shooting.html>.

²⁰ Elizabeth Dias. « At Kirk Service, an Extraordinary Fusion of Government and Christianity ». The New York Times, publié le 21 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.nytimes.com/2025/09/21/us/politics/kirk-memorial-service-christianity-religion.html>.

²¹ Katie Scott. « JD Vance escorts Charlie Kirk's casket to Phoenix aboard Air Force Two ». GlobalNews, publié le 12 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://globalnews.ca/news/11416576/jd-vance-escorts-charlie-kirk-casket-phoenix-air-force-two/>.

élément surprenant a été la véritable chasse aux sorcières organisée par les militants pro-Trump. En effet, ceux qui défendaient un homme selon eux profondément attaché au débat public raisonné, ont traqué sans relâche tous ceux osant exprimer une émotion moins intense. Ces menaces sont allées jusqu'à l'établissement d'un site internet répertoriant les informations personnelles (noms, prénoms, adresse, emploi) de 60.000 personnes soutenant la « violence politique en ligne ». Ce site avait pour objectif d'afficher publiquement ceux qui oseraient se réjouir de la mort de l'influenceur. Ce ne fut que de courte durée, car le site internet disparut en quelques jours, emportant avec lui environ \$30.000 de dons en crypto monnaies.²² Malgré cet échec, de nombreuses personnes (environ 150 selon le New York Times) ont été licenciées à cause de leur activité liées à la mort de Kirk.²³ Mais au-delà de l'écho national des événements de septembre, il est intéressant d'observer la réaction de la classe politique européenne. En effet, on pourrait penser que la mort de Kirk n'aurait qu'un écho national, au vu des sujets abordés et de l'audience du podcasteur. Mais diverses figures politiques européennes se sont empressées de commenter les événements et les tensions qui en ont découlé, donnant un retentissement international à l'affaire.

Réactions de la droite conservatrice et extrême en Europe

Charlie Kirk produisait des émissions exclusivement tournées vers le public américain. Beaucoup en Europe ignoraient son existence avant d'apprendre sa mort. Il est alors étonnant que des figures politiques européennes, même si elles prônent une proximité idéologique avec Kirk, lui rendent hommage avec tant de ferveur et d'émotion. Les figures d'extrême-droite en France et en Europe se sont en effet empressées de reprendre les éléments de langage du président Trump, soulignant la responsabilité prétendue de l'extrême gauche (Marion Maréchal), ou le décrivant comme un « brillant père de famille » (Laurence Trochu).^{24,25} Outre les réactions individuelles, c'est toute la droite européenne qui s'est unie pour honorer Kirk. Dans ce cadre, l'eurodéputé d'extrême-droite suédois Charlie Weimers avait demandé

²² Phoebe Huss. « Pop-Up Database Siphoned Crypto From Conservatives to Doxx Charlie Kirk Critics, Then Went Dark ». Drop Site News, publié le 22 octobre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.dropsitenews.com/p/pop-up-database-siphoned-crypto-from>.

²³ Nicholas Bogel-Burroughs, Bernard Mokam. « A Broad Wave of Firings Followed Charlie Kirk's Assassination ». The New York Times, publié le 26 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.nytimes.com/2025/09/26/us/kirk-critics-fired-free-speech.html>.

²⁴ Marion Maréchal. [@MarionMarechal]. 12 septembre 2025. *Les motivations de l'assassin de Charlie Kirk sont désormais confirmées : c'est bien l'idéologie de la gauche radicale « antifasciste » qui a tué un militant de la liberté et du débat [...].* [Post]. X. <https://x.com/MarionMarechal/status/1966527601222050118>.

²⁵ Laurence Trochu. [@LaurenceTrochu]. 11 septembre 2025. *Charlie Kirk était de droite, chrétien, blanc, père de famille, brillant [...].* [Post]. X. <https://x.com/LaurenceTrochu/status/1966029099047993381>.

que soit accordée une minute de silence lors de la prochaine séance plénière du Parlement. Cette demande lui a été refusée par la présidente Roberta Metsola pour des raisons de procédure. Cela n'a pas empêché M. Weimers d'essayer d'observer une minute de silence pendant sa prise de parole le lendemain. Il fut alors interrompu par la vice-présidente Katarina Barley, suscitant un tollé au sein de l'aile droite du Parlement.²⁶ Le sujet fut également traité en détail sur de nombreux plateaux de télévision, alors même que la figure de Charlie Kirk était inconnue du grand public européen.²⁷ Cette réaction de la classe politique européenne démontre donc sa dépendance idéologique au trumpisme, profitant de chaque soubresaut de l'actualité américaine pour l'adapter, d'une manière ou d'une autre, au contexte européen.

En définitive, l'analyse de la situation politique américaine contemporaine révèle une convergence de facteurs alarmants. La polarisation idéologique croissante, alimentée par une culture des armes à feu persistante et une ère de « post-vérité » installée sous Donald Trump, crée un terreau fertile pour l'escalade des tensions. L'affaiblissement de l'État de droit, illustré de manière flagrante par la grâce accordée aux émeutiers du Capitole, s'accompagne d'une désinhibition du discours républicain qui légitime implicitement la violence. La mort tragique de Charlie Kirk et son érection quasi-instantanée en martyr par l'administration Trump et ses relais idéologiques en Europe ne sont pas anecdotiques. Elles symbolisent cette nouvelle dynamique où la violence est instrumentalisée, brouillant dangereusement la frontière entre l'appareil d'État et l'activisme partisan. Cet événement cristallise les fractures profondes d'une société où le dialogue semble rompu. Face à des institutions fragilisées et un débat public où les faits objectifs sont constamment remis en cause, les États-Unis semblent bel et bien entrés dans une phase critique. La « nouvelle ère » de violence politique évoquée en introduction n'est peut-être pas une rupture totale avec l'histoire mouvementée du pays, mais elle représente une intensification inquiétante, dont les conséquences, tant nationales qu'internationales, commencent à peine à se dessiner.

²⁶ Max Grier, Seb Starcevic. « Uproar as EU Parliament declines to hold minute of silence for Charlie Kirk ». POLITICO, publié le 11 septembre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : <https://www.politico.eu/article/chalie-kirk-eu-parliament-declines-minute-of-silence/>.

²⁷ Alain Kaval, Manon Romain. « Assassinat de Charlie Kirk : comment l'extrême droite européenne a fait allégeance au trumpisme ». Le Monde, publié le 12 octobre 2025, consulté en ligne le 28 octobre 2025 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/10/12/assassinat-de-charlie-kirk-comment-l-extreme-droite-europeenne-a-fait-allegeance-au-trumpisme_6645887_4355770.html.